

LE DEVOIR

Complet

Le Devoir, mercredi 22 février 1989

Les NOPEP s'entendent sur un gel de la production

Jean-Pierre Legault

UN PAS DE PLUS a été franchi, hier, vers un élargissement de l'O-

PEP. Plusieurs pays non membres de l'OPEP, convergence d'intérêt oblige, viennent de renforcer les politiques poursuivies par la grande organisation depuis quelques temps en s'entendant sur un gel, sinon une réduction, de leurs exportations.

Ils ont de plus convenu de se rencontrer régulièrement « pour contrôler l'évolution du marché et le respect des engagements pris ».

La rencontre de Londres — à laquelle assistait l'Alberta à titre d'observateur — et ses conclusions concordent en tout point avec les tentatives de l'OPEP d'assurer un raffermissement du prix du baril qui a chuté, l'an dernier, jusqu'à \$ 9 US. On vise un baril à \$ 18 US. Il est présentement aux environs de \$ 16 US.

Les efforts de l'OPEP avaient été appuyés dans un premier temps par la fin des hostilités entre l'Irak et l'Iran. Ont suivi une série de rencontres pour réviser à la baisse les quotas des pays membres. Les contacts de tous genres avec des pays non

membres de l'organisation se sont alors multipliés. Mais l'appréciation du prix du pétrole qui s'en est suivie, rappellent les analystes, est survenue au moment de la période de l'année où la demande est la plus forte.

Les pays producteurs sont donc en voie d'harmoniser leurs politiques pétrolières, mais la création d'un cartel, en dépit de l'unanimité sur le prix visé du baril, n'est pas pour demain.

Pourquoi ? Au premier chef les difficultés qui connaît déjà l'OPEP à maintenir une certaine cohésion entre ses membres.

« Ils ont de la difficulté à s'entendre à 13, alors à 26 ce serait pire », explique M. Antoine Ayoub, professeur à l'Université Laval.

D'ailleurs, ajoute-t-il, la période creuse de l'année approche et les prix actuels du baril pourraient en souffrir.

Chaque année, en effet, le prix du baril sur les marchés internationaux est mis à mal en février et en mars, alors que la demande pour l'or noir est à son plus bas à l'approche du

printemps. C'est devant cette perspective que les NOPEP ont consenti à geler ou réduire leurs exportations au cours de second trimestre de cette année.

Les plus récents chiffres sur la production de l'OPEP indiquent que les pays membres ont relativement bien tenu leurs engagements de réduire leur production pris en novembre dernier pour faire échec à la dépréciation des prix.

Ainsi, note M. Ayoub, ils ont produit environ 19 millions de baril par jour (mbj) en janvier, alors que le plafond avait été fixé à 18.5 millions de mbj. Les Émirats Arabes Unis auraient dépassé leur quota.

L'entente entre les NOPEP ne constitue cependant un point positif que sur le plan psychologique. « Ils produisent présentement à pleine capacité », rappelle M. Ayoub. « Le nouvel accord ne constitue donc qu'une goutte d'eau dans le secteur pétrolier ».

L'expert international se montre d'autant plus prudent devant les résultats de la dernière rencontre que les pays producteurs ne se sont jamais montrés très disciplinés quant au niveau de production. « Il faudra attendre le second trimestre pour savoir si l'entente tiendra », précise-t-il.

Présentement la production des pays non membres de l'OPEP atteint environ 27 mbj, soit 9.5 mbj de plus que celle des membres de l'OPEP. Et, « même s'ils réduisent leur production, il y a de nouveaux arrivés qui peuvent changer les données de la question ». Ainsi, par exemple, la Syrie est engagée dans un projet de mise en valeur de ses champs pétrolifères et sa production, quoique minime (300,000 bj l'an prochain), pourrait constituer une donnée de poids pour l'évolution des prix.

Par ailleurs, la Russie, présente à la réunion de Londres, a du poids sur les marchés. Très important producteur, l'attitude qu'elle adoptera sera déterminante. Son grand besoin de devises fortes amène M. Ayoub à douter « qu'elle réduise sa production ». Et d'autres pays producteurs font cavaliers seuls, comme l'Angleterre. De plus certains participants à la rencontre d'hier, devant leur situation financière précaire, ne pourraient voir diminuer de façon substantielle leurs entrées d'argent via le pétrole. Toute baisse de prix les incitera à augmenter leur production.